

Bulletin d'histoire politique

L'esquive du gouvernement fédéral concernant l'avenir de la population canadienne

Michel Paillé



Volume 1, Number 2-3, Spring 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063178ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063178ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Paillé, M. (1993). L'esquive du gouvernement fédéral concernant l'avenir de la population canadienne. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 45–48.
<https://doi.org/10.7202/1063178ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

parlent pas le *real French*, tandis que quatre-vingt-quinze pour cent des étudiants du collège s'opposent à l'indépendance, l'école ayant fait d'eux des coccardiers ignares d'un Canada fictif". (*Le figuier*, p. 96). Enfin, pour ceux qui, avec J. Parizeau mais de façon différente, voudront garder confiance, Marco Micone a repris dans *Autrement* son poème "Speak What": NOUS SOMMES CENT PEUPLES VENUS DE LOIN//POUR VOUS DIRE QUE VOUS N'ÊTES PAS SEULS" (p. 160).

Dans *A Different Vision. The English in Quebec in the 1990s*, Maxwell MacMillan, 1991, Reed Scowen fait donner de la voix aux nostalgies du "good old times". Tout ce pamphlet est marqué par la volonté de redonner aux anglophones du Québec leur unilinguisme, réaffirmé à la fois comme objectif politique, droit fondamental et règle de conduire sociale. Reed Scowen brûle de se tourner de nouveau vers le vaste monde et d'appeler les immigrants anglophones et anglophiles à venir dans un Québec enfin redevenu "appealing". Ils pourront y vivre comme n'importe où ailleurs chez eux: "Quebec is not French, not even officially" (p. 105). En fait, il n'y a pas un mais bien deux Québec: un anglais, l'autre français. Dans ce Québec à deux, les anglophones auront un minimum de rapports avec leurs "neighbours". Ils n'auront même pas à apprendre le français: "the desire to speak French is not part of the definition of an English Quebecer" (p. 64). Tout au plus, le français est-il "an additional benefit available". Peut-il ne pas nous être hostile, l'auteur qui voit ses rapports avec nous en termes de "struggle" et de "linguistic battle", et qui appelle ses concitoyens à la "collective struggle", regrettant seulement de ne pouvoir imposer la conscription mais appelant le plus grand nombre des siens à se transformer en "soldiers in the army of the language community". Pas étonnant que l'auteur ait placé tout son livre sous la bannière de Henri V d'Angleterre et du souvenir de la bataille d'Azincourt, celle-là même, on s'en souvient tous, que les Anglais ont remportée sur les Français en octobre 1415.

On pourra se consoler des propos de Scowen en relisant ce que G.B. Shaw pensait du héros de Scowen: "No doubt (Henry V) is true to nature as a picture of what is by no means uncommon in English society, an able young Philistine inheriting high position and authority, which he holds on to and goes through with by keeping a high grip on his conventional and

legal advantages, but who would have been quite his place if he had been born a game-keeper or a farmer" (*Shakespearean criticism*, Mark W. Scott ed., vol. 5, p. 209).

À moins qu'on ne préfère lire l'ouvrage de Josée Legault *L'invention d'une minorité: les Anglo-Québécois*, Boréal, 1992. Avec ce livre, nous sommes en présence d'un travail d'universitaire, fouillé, documenté, mais aussi inspiré par un engagement. L'auteur a étudié le discours dominant (celui d'Alliance Québec, du Parti Égalité, de Reed Scowen, de M. Richler et des autres) tel qu'il s'est fait entendre depuis la loi 22 de 1974 et qui n'a cessé de se durcir, notamment avec Scowen. L'auteur n'est pas dupe du discours des droits-individuels-si-naturels-aux-Anglo-Saxons. Elle n'est pas dupe non plus du thème de la langue des services, "véritable cheval de Troie du bilinguisme institutionnel" (p. 127). Sur la question de l'affichage, elle écrit des pages (pp. 144-147) qui nous feront douter à jamais de "l'objectivité" des cours de justice dans ces matières de langue. Sa conclusion: les dirigeants actuels font tout pour éviter la minorisation et pour retrouver (et même dépasser) l'égalité linguistique. Ils font tout aussi pour éviter la naissance, chez les anglophones et leurs alliés, d'un véritable sentiment d'appartenance au Québec. Ce sont de bons défenseurs du nationalisme *canadian*. C'est seulement en les neutralisant que l'on pourra tous ensemble, quelle que soit notre langue, faire du Québec une commune patrie.

L'ESQUIVE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL CONCERNANT L'AVENIR DE LA POPULATION CANADIENNE

Roderic Beaujot, éditeur. *Faire face au changement démographique/Facing the Demographic Future*, (Compte rendu d'un colloque, Université Laval, 7-9 juin 1989), Ottawa, Société royale du Canada et Fédération canadienne de démographie, 1990, 45 pages (version française), 40 pages (version anglaise).

En avril 1986, le gouvernement fédéral créait un Secrétariat pour faire l'étude de l'«Évolution démographique et de son incidence sur la politique économique et sociale». Dans une première phase, le Secrétariat commandait 120 études de synthèse à des chercheurs des

milieux universitaires canadiens. Par la suite, il commandait 26 études approfondies regroupées en cinq grands thèmes : (1) familles et ménages, (2) croissance démographique et croissance économique, (3) migration interne et développement régional, (4) migrations internationales et (5) évolution de la société canadienne. Précisons que le Secrétariat n'avait pas pour mandat «de définir les mesures économiques et sociales à adopter mais bien d'établir les fondements scientifiques de la prise de décision en la matière» (p. 2).

Lors du colloque «Faire face au changement démographique» de juin 1990, les responsables du Secrétariat ont présenté, pour la 57^e fois [sic], un diaporama dont l'objectif était «de faire connaître au plus grand nombre les résultats de l'Étude et le contenu du rapport final» (p. 5). Déçus par la minceur des résultats tels que présentés, démographes et autres spécialistes présents au colloque ont posé plusieurs questions. Lors de la plénière, un intervenant a fait remarquer que «les résultats présentés ne représentent rien du contenu, de la qualité, des nuances, des interrogations que renfermaient en particulier les 26 études subventionnées» (p. 37) dont le coût dépasse les deux millions de dollars. Il demandait même que le ministre responsable en soit informé. Le débat a conduit les participants à recommander le dépôt annuel, au gouvernement fédéral, d'un rapport sur l'état de la population canadienne qui serait «de haut niveau professionnel tout en étant accessible à un public averti» (p. 42). Depuis, Statistique Canada publie son *Rapport sur l'état de la population du Canada* annuellement plutôt qu'occasionnellement.

Concernant les questions essentielles confiées au Secrétariat fédéral, on s'est interrogé sur les mesures à adopter pour hausser la fécondité, sur l'immigration, sur les effets du vieillissement, sur la répartition géographique de la population canadienne, sur la relation entre croissance démographique et croissance économique, etc. La plupart des intervenants ont abondé dans le même sens sur chacun de ces aspects de l'évolution démographique du Canada. Outre ces sujets, la prospective dans le domaine de la démographie, les questions linguistiques, le multiculturalisme, l'environnement, le caractère distinct du Québec, etc. ont été abordés. Bref, le colloque «Faire face au changement démographique» a montré l'am-

pleur du travail à faire et la nécessité d'un long débat en profondeur comme en étendue.

On peut commander ce compte rendu au *Population Studies Centre*, Room 3227, Social Science Centre, University of Western Ontario, London, Ontario, N6A 5C2.

*Michel Paillé, président
Association des démographes du Québec*

Santé et Bien-être social Canada. *Esquisse du Canada de demain. Rapport de l'étude démographique/Charting Canada's Future. A Report of the Demographic Review*, Ottawa, 1990, ii-74 pages (pour chacune des versions).

Dans son message aux Canadiens, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada, M. Perrin Beatty, présente cette *Esquisse du Canada de demain* comme «un recueil de graphiques destiné à stimuler l'intérêt du public pour les questions liées à l'évolution démographique à long terme du Canada et à favoriser des échanges sur le sujet». Conforme au diaporama tant de fois montré à travers le Canada, *Esquisse du Canada de demain* présente une quarantaine de graphiques couvrant les trois quarts de chaque page (format lettre), le reste étant laissé aux commentaires.

Que cette façon de faire favorise la vulgarisation scientifique et incite le lecteur moyen à prendre connaissance de l'ouvrage, soit. Que l'utilisation de couleurs et d'une troisième dimension dans des figures de grandes tailles inspirent naturellement la clarté, passe encore. Mais nous ne comprenons pas que des règles élémentaires n'aient pas été respectées : les entêtes sont des thèmes plutôt que des titres; les titres, quand on les trouve, sont généralement incomplets, voire erronés; l'unité des échelles varie; la troisième dimension n'est pas toujours respectée, est parfois inutile ou nuit à la compréhension du phénomène illustré; les légendes sont souvent obscures et obligent à recourir au texte pour les comprendre, les compléter, voire, les corriger; etc. Contrairement à ceux qui ont vu dans ces figures le seul élément positif, nous pensons qu'*Esquisse du Canada de demain* est décevante même dans sa forme visuelle.

Le rapport du Secrétariat de Santé et Bien-être social Canada a suscité un vif débat au moins au sein des spécialistes des questions démographiques, économiques et sociales. En témoigne

la réaction de la Fédération canadienne de démographie dont nous rendons compte ci-après. En ce qui nous concerne, nous nous limiterons ici à quelques aspects concernant le Québec.

Bien que l'on reconnaisse que la dénatalité soit à l'origine du ralentissement du rythme de croissance de la population, bien que l'on répète qu'un indice synthétique de fécondité sous le seuil de remplacement conduira à des pertes d'effectifs, et bien que l'on souligne que ce phénomène est le facteur premier du vieillissement de la population, on ne trouve pas grand chose sur cette question fondamentale pour l'avenir de la population du Canada. Les quatre graphiques portent tous sur le passé (p. 14-17) et remontent même jusqu'en 1871. Si l'on note que le nombre de familles monoparentales a augmenté, surtout celles dirigées par des femmes, on ne s'interroge nullement sur l'avenir sauf pour dire qu'il est «fort improbable que l'on assiste à un renversement d'orientation», notamment en ce qui a trait au déclin de la proportion des femmes qui ne travaillent pas à l'extérieur du ménage (p. 16).

L'immigration occupe une place importante dans *Esquisse du Canada de demain* tant pour le passé (p. 28-37) que dans les figures illustrant quelques aspects de notre avenir (p. 1-2, 10-12, 24 et 26). S'il est vrai que l'immigration joue un rôle plus important sur l'évolution de la population d'un pays d'accueil qui connaît un accroissement naturel trop faible, on reste sur son appétit devant des scénarios à la fois trop peu nombreux (p. 1-2) et trop contrastés (p. 24). L'*Esquisse* relève cependant fort à propos la forte concentration de l'immigration à Toronto, Vancouver et Montréal et note que «le mouvement migratoire des immigrants a toujours suivi de près les mouvements interrégionaux des Canadiens» (p. 31); c'est particulièrement vrai au Québec où la population se concentre toujours dans la région de Montréal. Outre la concentration dans les trois principales régions métropolitaines du Canada, le rapport du Secrétariat fédéral note bien la faiblesse de l'immigration internationale à l'est de Montréal. On rate cependant une belle occasion de souligner les conséquences sociales, et en particulier linguistiques, d'une telle situation pour le Québec.

Faible fécondité et fortes immigrations modifieront sensiblement la population canadienne. À ces deux facteurs s'ajoutent les migrations

interprovinciales et la mobilité linguistique qui contribueront au renforcement de la polarisation linguistique du Canada : l'ensemble des minorités francophones hors Québec et la minorité anglophone du Québec sont en déclin (p. 6). Si l'évolution de la dualité linguistique entre 1951 et 1986 est illustrée (p. 6-8), on ne trouve aucune réflexion sur les tendances lourdes et leurs conséquences linguistiques, politiques et constitutionnelles.

Enfin, s'il est une question qui est fort maladroitement traitée, c'est bien la diminution régulière de l'importance de la population du Québec dans le Canada. En effet, on s'est contenté de comparer les résultats de projections récentes à ceux de projections un peu plus vieilles pour simplement faire remarquer que «la situation est moins alarmante quoique la part de la population québécoise au sein de la population canadienne passe de 26 % à 24,5 % entre 1986 et 2011». Notons que les deux graphiques illustrant les projections n'ont pas d'échelles identiques, ce qui a pour effet d'accentuer artificiellement le contraste.

Bref, *Esquisse du Canada de demain* ne remplit pas son mandat qui consistait à «établir les fondements scientifiques de la prise de décision» afin de guider le gouvernement fédéral à adopter «les mesures économiques et sociales» adéquates à notre devenir démographique. Comme nous le verrons ci-après, les six spécialistes invités par la Fédération canadienne de démographie à commenter l'*Esquisse* ont été très sévères dans leur évaluation.

Michel Paillé, président
Association des démographes du Québec

Federation of Canadian Demographers/Fédération canadienne de démographie. *Comments on «Charting Canada's Future»/Commentaires sur «Esquisse du Canada de demain»*, London (Ontario), 1990, 44 pages.

Parmi les évaluateurs des 26 études commandées par le Secrétariat fédéral, six ont été invités par la Fédération canadienne de démographie à présenter leurs commentaires par écrit. Réunis en un fascicule, les six textes se lisent dans la langue de chacun des auteurs, l'anglais ou le français.

L'immigration et ses conséquences prennent la part du lion dans cet ouvrage, sans doute parce

que l'*Esquisse*, comme on l'a vu plus haut, s'y attarde elle-même, mais surtout parce que cette question, aux yeux des critiques, a été plutôt mal traitée. Pas étonnant alors que la moitié des textes en font mention dans leur titre. D'autres lacunes sont également relevées, tels les «problèmes de la famille et des ménages alors que le quart des études majeures commanditées [...] concernait directement la question» (Marc Termote, p. 17).

John Kettle pose bien la question du nombre d'immigrants que le Canada peut accueillir au cours du prochain demi-siècle. Avec des scénarios impliquant un taux d'immigration annuel égal à 1 % de la population canadienne, le pays accueillerait 16 millions d'immigrants au cours des 50 prochaines années. Compte tenu des caractéristiques ethniques de l'immigration récente et à venir, Kettle énumère certaines conséquences sociales de tels mouvements pour faire remarquer que «the absence of projections further away from the conservative centre gives an unnecessarily bland view of what the future holds» (p. 6). Et de poser la question suivante : «Must Canada simply wait and see?»

La diversification de la population canadienne sous l'effet de l'immigration internationale préoccupe également James Stafford. Afin d'éviter la ghettoïsation des minorités ethniques dans les plus grandes villes du Canada, il propose l'adoption d'une double stratégie politique qui ne vient manifestement pas de l'*Esquisse* : «On the subject of physical congestion, strong attempts must be made to encourage growth outside Canada's three largest cities, and long-term planning must be implemented to deal with growth within these cities» (p. 32). Non seulement la concentration dans les régions métropolitaines de Toronto, Vancouver et Montréal conduit-elle à la formation et au renforcement de quartiers «ethniques» -- concentration aidée par la migration des Canadiens vers les banlieues et leur remplacement par des immigrants (p. 31) --, mais encore n'amène-t-elle pas une différenciation économique et sociale des régions du Canada : dans les grands centres métropolitains qui drainent les ressources du pays, on fera face à la congestion urbaine et à des relations ethniques, voire raciales, délicates; dans les régions périphériques dépeuplées, on ne parviendra pas à attirer capitaux et main-d'oeuvre nécessaires au développement (p. 35).

La sévérité des auteurs de ce recueil à l'endroit de l'*Esquisse du Canada de demain* ne réside pas dans des différences idéologiques ou d'option politique. On la trouve plutôt dans le fait que ce rapport «glosses over things in order to make the point that our demographic trends need not preoccupy us» (Edward Ebanks, p. 43). En témoigne plus particulièrement le texte de Shmuel Sharir. Convaincu de l'importance de l'immigration pour le Canada et se disant optimiste, il reproche aux auteurs de l'*Esquisse* de n'avoir pas posé les questions qu'on était en droit d'attendre. Selon Sharir, l'immigration reste un sujet ouvert au débat dans l'ensemble de la société canadienne et le *Rapport de l'étude démographique* «misses an opportunity to contribute to the debate on this issue» (p. 25).

En somme, l'*Esquisse du Canada de demain* reflète plutôt l'esquive du gouvernement fédéral concernant l'avenir de la population canadienne.

S'adresser au *Population Studies Centre*, Room 3227, Social Science Centre, University of Western Ontario, London, Ontario, N6A 5C2.

Michel Paillé, président
Association des démographes du Québec

LE PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (1970-1982): UN PARTI D'ÉLECTEURS UNE RECHERCHE EN COURS

par Yoland Senécal
Étudiant au doctorat
Département de science politique
Université de Montréal

La science politique de partis a encore beaucoup de progrès à accomplir. Notre thèse vise évidemment à faire progresser cette discipline. Elle a deux objectifs majeurs, liés entre eux: 1) approfondir la connaissance du Parti libéral du Québec pour les années considérées (1970-1982); affiner la notion de parti d'électeurs. Une contribution à la fois empirique et théorique.

En effet, quel que soit le parti politique que l'on désire étudier, il faut non seulement privilégier une approche (la nôtre sera dite structuro-sociologique) mais aussi une typologie, qui servira de fil conducteur, sinon, on demeure au niveau de la petite histoire. Parmi plusieurs qui